

Ni putes ni soumises : de la marche à l'université d'automne

Ce mouvement va-t-il durer ? La question vient à l'esprit à la lecture des commentaires recueillis par l'auteur en marge de l'université d'automne, organisée à la fin de l'année 2003 par Ni putes ni soumises. Constatons pour l'heure un fait : NPNS a fait parler, réagir, a fait bouger et rêver d'égalité des femmes des quartiers. Et c'est déjà un grand pas.

par **Chérifa Benabdessadok**,
journaliste

3 octobre 2003, Dourdan (Essonne). C'est par un discours improvisé que Fadela Amara ouvre les travaux de l'université d'automne de son mouvement, qu'elle qualifie d'"aventure humaine". Elle rappelle les trois grands événements d'une histoire toute fraîche : les états-généraux des femmes des quartiers, organisés en janvier 2002 à la Sorbonne ; la Marche des femmes des quartiers contre les ghettos et pour l'égalité et sa vingtaine de haltes à travers la France entre février et mars 2003 ; et bien sûr les milliers de personnes manifestant le 8 mars à Paris derrière la banderole des Ni putes ni soumises.

Celle qui se définit comme Auvergnate ne prépare pas ses prises de parole, selon son propre aveu, et ne maîtrise qu'imparfaitement le maniement du micro malgré sa fréquentation régulière des plateaux de télévision. Son charisme est ailleurs, dans son apparente fragilité malgré le choc des mots, et surtout beaucoup d'affect. Devant la presse, alors qu'elle s'apprête à raconter une anecdote pour répondre à la question d'une journaliste, cette femme d'une quarantaine d'années a la gorge nouée par l'émotion. Elle passe le micro à l'une des marcheuses, Christelle, qui raconte : un père vient de téléphoner pour remettre une somme d'argent à l'association, exauçant ainsi le vœu de sa fille Léa, décédée récemment d'une leucémie. Auparavant, Fadela s'était adressée à Samira Bellil, jeune marraine du mouvement et auteur d'un terrible témoignage⁽¹⁾, lui confiant face à l'assemblée n'avoir pu en poursuivre la lecture au-delà des quinze premières pages et l'invitant à sécher ses larmes. Assise à la tribune entre Laurent Fabius, venu soutenir le mouvement au titre de son mandat de député à l'Assemblée nationale, et Nacera Harzouz, représentant la Fédération indépendante et démocratique lycéenne, Samira ne pleure plus, elle a un sourire superbe qui donne un sacré coup de jeune à son voisin de droite.

1)- Samira Bellil,
Dans l'enfer des tournantes,
Denoël 2002,
Gallimard Folio 2003.

Tout axer sur la question des femmes

Une histoire très récente, des femmes très personnellement concernées par les maux qu'elles dénoncent, de l'affect et de l'improvisé, mais déjà une belle "machine" qui a donné au mouvement une extraordinaire visi-

bilité. L'association repose sur un réseau : la Fédération nationale des maisons des potes, dont Fadela Amara a pris la direction en décembre 2000, "sur la base du projet suivant : axer quasiment tout notre travail sur la question des femmes"⁽²⁾. Elle bénéficie de l'appui d'une liste impressionnante de personnalités et d'organisations⁽³⁾, elle a produit un Appel, un Manifeste ainsi qu'un Livre blanc rédigé par la présidente avec la collaboration d'une journaliste⁽⁴⁾. Au plan de la communication et de l'information, on ne compte plus le nombre d'émissions auxquelles les dirigeantes du mouvement ont été invitées ni celui des articles publiés par des médias de toutes obédiences, dans la grande presse comme dans les publications associatives. Enfin, la belle exposition "Mariannes d'aujourd'hui", inaugurée par Jean-Louis Debré le 14 juillet 2003 à l'Assemblée nationale, est aussi à mettre à l'actif de l'association⁽⁵⁾.

Le sujet autour duquel cette association s'est construite semble simple *a priori*. C'est par cette déclaration d'identité que s'ouvre l'Appel des états-généraux de la Sorbonne :

"Nous, femmes des quartiers de banlieues, issues de toutes origines, croyantes ou non, lançons cet appel pour nos droits à la liberté et à l'émancipation. Oppressées socialement par une société qui nous enferme dans les ghettos où s'accumulent misère et exclusions. Étouffées par le machisme des hommes de nos quartiers, qui au nom d'une 'tradition' nient nos droits les plus élémentaires. Nous affirmons ici, réunies dans les premiers 'états-généraux des femmes des quartiers', notre volonté de conquérir nos droits, notre liberté, notre féminité. Nous refusons d'être contraintes aux faux choix, d'être soumises au carcan des traditions ou vendre notre corps à la société marchande."

Chantal s'est sentie concernée par cet Appel, elle a fait le voyage de l'Ardèche à Dourdan pour participer à l'université d'automne, qui figurait parmi les cinq propositions du mouvement formulées auprès de Jean-Pierre Raffarin le 8 mars 2003, lors de la journée de la femme. Son attente ? Trouver de l'information et tisser des liens ; elle regrette en effet avec tristesse que là où elle vit "personne ne bouge" quand il y a un problème, "parce que nous sommes dans un village". Concernée aussi, cette éducatrice de rue de Fontenay-sous-Bois qui accuse les élus locaux d'avoir donné "trop de pouvoir aux garçons" alors "qu'il faut mixer les groupes, faire venir les filles". Concernée également, cette avocate du barreau de l'Essonne, membre de Femmes solidaires, qui se

e d r.

2)- Fadela Amara, avec la collaboration de Sylvia Zappi (journaliste au Monde), *Ni putes ni soumises*, La Découverte, Paris, 2003.

3)- Liste et autres documents consultables sur le site www.macite.net.

4)- *Op. cit.*

5)- Quatorze photographies géantes de jeunes femmes, membres ou proches de NPNS, portant le bonnet phrygien. Reportage photographique sur le site de l'Assemblée nationale : www.assemblee-nat.fr/evènements/mariannes.asp.

souvent d'avoir défendu au début de sa carrière une jeune femme allemande violée dans un car de policiers et qui constate que la police a changé depuis qu'elle a intégré des femmes dans ses rangs.

Latifa Drif est venue de Montpellier pour présenter le travail d'un réseau coordonné par l'antenne locale du MFPPF (Mouvement français pour le planning familial). Ce réseau regroupant des institutions (Fasild, direction régionale aux Droits des femmes, Éducation nationale) est intitulé : *"Jeunes filles confrontées aux violences et aux ruptures familia-*

les." Conseillère auprès du MFPPF, Latifa explique : *"Une épidémie de mariages forcés – dix-sept cas depuis janvier – a conduit le MFPPF à faire appel à tous les partenaires, afin d'élaborer collectivement une démarche et réunir les moyens pour des réponses en termes d'accueil, de suivi et d'accompagnement."* Un guide des procédures et répertoire de structures

a été réalisé pour les professionnels en situation d'accueillir des jeunes. Les difficultés d'hébergement et l'inadaptation du dispositif existant ont conduit le réseau à imaginer des solutions. Ainsi, ajoute notre interlocutrice, *"un dispositif de familles d'accueil a été élaboré par une étudiante accueillie au MFPPF et dans le cadre d'un DESS Prévention sanitaire et sociale. Des récits de vie de jeunes filles en situation de mariage forcé ont fait l'objet d'une étude pour l'obtention d'une maîtrise en Développement social. Au terme de cette étude, le mariage forcé est défini comme une pratique discriminatoire et une forme de violence."* La cinquantaine, Latifa se reconnaît dans le slogan "Ni putes, ni soumises". *"Je travaille, dit-elle, avec des femmes gitanes, maghrébines et autres, sur les questions de santé et de sexualité. Il est vrai que les femmes issues de l'immigration sont victimes d'un certain relativisme culturel."* Aussi a-t-elle très vite approuvé la constitution du mouvement des femmes des quartiers, même si *"pour l'instant il semble impossible de créer un tel groupe dans les quartiers. Je pense que c'est un mouvement féministe et en plus il va casser les clichés sur les quartiers."* Le réseau mis en place a réuni mi-octobre plus de cent soixante-dix personnes.

Effets collatéraux

Changement de décor. Asnières, arrêt du bus 140 face au magasin Darty. Annexe de la mairie face à Mondial moquette (c'est fou ce que les supermarchés offrent comme repères dans nos "banlieues" !). Changement de ton et d'appréciation, avec Zouhair Ech-Chetouani, coordinateur de prévention. Ses critiques à l'encontre de l'association NPNS pleuvent : *"Filles battues, mineures en fugue, misère sexuelle, on connaît. On ne les a pas*

On ne compte plus le nombre d'émissions auxquelles les dirigeantes du mouvement ont été invitées ni celui des articles publiés par des médias de toutes obédiences

attendues pour se battre, le travail de terrain, ça nous connaît... Et puis, ça frappe dans toute la France, Marie Trintignant n'est plus là pour en témoigner et Bertrand Cantat est en prison." Manifestement investi jusqu'au cou dans sa ville, Zouhair pleure presque au souvenir de l'arrivée de la Marche à Asnières, où lui et ses copains se sont confrontés aux filles après avoir créé le collectif Ni machos ni proxos⁽⁶⁾. Zouhair ne supporte pas la stigmatisation dont serait porteur le mouvement Ni putes ni soumises : d'un côté les barbares, essentiellement les garçons, de l'autre les filles, citoyennes et républicaines... Une fois de plus, une fois de trop, les jeunes garçons assimilés globalement à la violence, à la délinquance, à l'antisémitisme et au terrorisme. *Minute* ne s'est-il pas offert un petit article dans lequel son collectif est supposé défendre "le droit au port de la djellaba et des babouches à l'école de la République"⁽⁷⁾ ? Zouhair porte un jean, un tee-shirt qui avantage ses bras musclés, il fume des Marlboro, parle bien et ne dédaigne pas le sens de l'image : "Ça [la démarche de Ni putes ni soumises, NDLR] me fait penser au chasseur qui arrive devant un buisson et qui décide de tirer à la chevrotine même s'il sait qu'il n'y a pas que des lièvres mais aussi des chiens. Tant pis, il veut les lièvres, alors les chiens vont morfler... c'est pas juste, les Beurs ne sont pas un danger pour la République." Zouhair est triste et mécontent, parce qu'il lui semble que son travail est occulté ainsi que celui de tant d'animateurs, d'éducateurs, d'agents de prévention, de bénévoles "qui se sont défoncés sur le terrain pour qu'on ait aujourd'hui un climat à peu près correct dans les cités". Peut-être n'ont-ils pas suffisamment pris en compte les problèmes spécifiques aux filles ? À cette question, Zouhair explique très calmement : "Il m'arrive de pousser des jeunes filles à porter plainte, de leur porter assistance, de monter à la maison tenter d'apaiser un conflit, de mettre en place un service d'hébergement d'urgence avec des assistantes sociales, d'accompagner toute une nuit un garçon ou une fille en galère... Et nous serions tous des machos ?" Zouhair en conclut, en bref, qu'il y a du lynchage politico-médiatique dans l'air...

Et il faut bien reconnaître qu'un certain nombre de déclarations sont de nature à réduire la problématique à un affrontement entre garçons et filles, à stigmatiser "ces quartiers plus impopulaires et déclassés que jamais"⁽⁸⁾. Ainsi Kahina Benziane, sœur de Sohane, brûlée vive dans une cité du Val-de-Marne le 4 octobre 2002, affirmait dans une formule choc : "Après les voitures, on brûle les filles"⁽⁹⁾ tandis que Samira Bellil déclarait au quotidien *Libération* que jamais elle ne s'allierait avec un Beur : "Avec toute la terre d'accord, mais pas avec quelqu'un de ma culture ! C'est soit un religieux soit une racaille."⁽¹⁰⁾ On peut admettre que ce sont là des paroles de personnes profondément blessées et légitimement révoltées, mais on ne peut nier que ce "choc des mots" entretient une tension malsaine, nourrit le "soupçon" d'une manipulation et fait redouter le risque d'effets collatéraux désastreux.

6)- Mogniss H. Abdallah, "La banlieue côté filles", *Hommes & Migrations*, n° 1243, mai-juin 2003.

7)- *Minute*, 23 juillet 2003.

8)- Michel Kokoreff, "Il y a du politique dans les quartiers", in *Le passant ordinaire*, site Internet : www.passant-ordinaire.com/revue/44-516.asp.

9)- Entretien accordé à *Pote à Pote*, publié avec ce titre sur le site www.macite.net.

10)- Portrait de Samira Bellil, *Libération*, 7 octobre 2002.

11)- Fadela Amara, *op. cit.*

12)- *Ibid.*

13)- *Ibid.*

Cela est d'autant plus vrai et plus grave que ces textes sont toujours maintenus sur le site Internet qui accueille Ni putes ni soumises et que d'autres, moins factuels, utilisent aussi des formulations à l'emporte-pièce. Fadela Amara elle-même n'échappe pas à ces "dérapages" dans son livre au titre éponyme. *"Il était si rare, écrit-elle, de rencontrer un Beur qui parle de liberté de la femme."*⁽¹¹⁾ Est-il donc si fréquent de rencontrer des jeunes non Beurs pour qui la liberté de la femme est un sujet courant ? Les filles qui portent le voile *"ont subi des pressions, émanant soit des parents, soit de religieux, soit de la cité"*⁽¹²⁾. On voit bien ce que peut représenter une pression familiale ou celle de la propagande agressive des intégristes islamistes, mais l'utilisation du générique "la cité" renvoyant à une catégorie prétendument homogène est-elle bien pertinente ? L'auteur est bien mieux inspirée lorsqu'elle écrit : *"Avec les autres marcheuses, nous nous sommes efforcées de leur expliquer que la Marche ne se faisait pas contre les quartiers, ni contre nos pères ou nos frères, ni contre l'islam, mais que c'est un mouvement qui nous permettait d'exister en tant que femmes réclamant le respect."*⁽¹³⁾

La responsabilité de la société entière

"Le souci d'éviter la stigmatisation a constitué la particularité de notre engagement", explique Saliha Boussedra, associée à la recherche-action dirigée par Horia Kebabza (*lire page 52*) et membre du collectif d'accueil de la Marche qui s'est constitué à Toulouse un mois avant son passage, précisant qu'*"un virilisme exacerbé existe, la dégradation des rapports entre filles et garçons est une réalité, mais accuser la culture des machos ne doit pas servir à dédouaner la société de ses responsabilités."* La démarche de Ni putes ni soumises est ici appréciée, notamment parce qu'elle a permis, selon Carole et Ouardia de l'Apiaf (Association pour la promotion, l'initiative et l'autonomie des femmes), aux associations de quartiers et aux associations plus classiques de tisser des liens qui étaient le plus souvent ponctuels. Toujours selon les animatrices de cette association membre d'un réseau pour les droits des femmes en Midi-Pyrénées, les réunions préparatoires à l'accueil des marcheuses ont connu une affluence inhabituelle, signe d'une *"demande et d'une revendication qui vont au-delà des quartiers et qui traversent toutes les classes sociales"*, le plus important étant *"qu'une parole de femmes soit devenue publique"*. *"Après la marche, poursuit Saliha Boussedra, on a mené une campagne d'affichage avec des slogans comme 'la virginité des filles appartient aux filles' ou 'le viol est un crime', que l'on n'a pas signé... On ne peut pas encore en mesurer toutes les retombées, même si l'aspect le plus positif de cette Marche a été d'ouvrir des possibilités de solidarité."*

Jeune femme de vingt et un ans, proche des Motivé-e-s, Saliha Boussedra utilise tout naturellement le terme "virilisme" pour désigner

certains comportements. L'universitaire toulousain Daniel Welzer-Lang s'est essayé à en analyser les ressorts dans un article fort instructif intitulé "Virilité et virilisme dans les quartiers populaires en France", en lien d'une part avec les débats menés sur ce thème lors des élections municipales de Toulouse avec la liste Motivé-e-s, et d'autre part avec ses propres travaux sur les "constructions sociales du masculin". Aussi note-t-il que *"le virilisme observable chez certains jeunes de quartiers populaires peut être analysé comme une stratégie de défense collective en réponse à la peur du chômage, du racisme, à l'état de non-droit, à la souffrance de ne pouvoir exhiber d'autres attributs de la virilité. Il s'inscrit plus généralement dans une société de domination masculine, qui conforte ce repli viriliste."*⁽¹⁴⁾

Une jeune femme d'origine africaine rencontrée dans une banlieue parisienne ne dit pas autre chose : *"Je ne comprends pas, il [désignant tel garçon de sa cité] ne peut pas gérer sa vie mais il veut gérer celle de sa sœur, il fait rien mais il veut la contrôler, c'est plus facile de suivre sa sœur que de chercher du travail."* Parlant de sa propre expérience dans son immeuble, elle ajoute : *"Si tu dis 'bonjour' dans l'ascenseur on va te mettre une mauvaise étiquette, tel garçon va dire que tu as couché avec lui, ils mentent pour frimer."* Et encore : *"L'autre jour, je suis allée rendre visite à une copine, il y avait des filles et un*

14)- VEI Enjeux, n° 128, mars 2002, disponible sur le site du Centre national de documentation pédagogique : www.cndp.fr/vei.

Compte-rendu de l'université d'automne 2003 sur le site Internet de l'association.

garçon qui tapait sur sa copine, ça avait l'air normal, je n'ai rien dit non plus, j'avais peur." Cette mère d'une trentaine d'années confirme : "Dans la cité X, les islamistes ont permis qu'il n'y ait plus de vandalisme, mais les garçons ne parlent plus aux filles."

Mise à l'écart du féminisme "historique"

Le diagnostic est tout aussi cruel à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), où Mimouna Hadjam a fondé une association, Africa, qu'elle semble diriger d'une main de mama résolument engagée. Physiquement agressée il y a une dizaine d'années par un islamiste qui lui reprochait d'en faire trop pour les femmes, elle considère que "ces garçons ont trouvé un terrain favorable là où toute la société a régressé, y compris les idées féministes. Aujourd'hui, lorsque tu conseilles à une jeune fille

qui a un petit copain de prendre la pilule, elle te répond 'je suis pas une pute'." Mimouna accuse les pouvoirs publics : "C'est quoi la République pour les gens du quartier ? Ça se réduit à la présence des flics, non je n'exagère pas, il n'y a pas d'antenne de la mairie, on voit rarement nos élus, il n'y a rien qui nous fasse

"C'est quoi la République pour les gens du quartier ? Ça se réduit à la présence des flics, il n'y a pas d'antenne de la mairie, on voit rarement nos élus, il n'y a rien qui nous fasse rêver de cette République." Mimouna.

rêver de cette République". Et la "réislamisation" : "Je suis ici depuis vingt et un ans, il n'y avait pas de fille voilée, j'ai vu le vocabulaire devenir de plus en plus religieux ; dans ma famille, on faisait le Ramadan, mais maintenant quand les jeunes font le Ramadan, il faut que tout le monde le sache ; il y a trop de frustrations, les juifs ont leur synagogue, les chrétiens ont leur église, mais les musulmans n'ont pas de mosquée, je ne prends pas la défense de l'islam en tant que religion mais je défends des gens qui pratiquent cette religion, après tout il n'y a pas des citoyens d'essence judéo-chrétienne et des sous-citoyens musulmans. Il y a eu une réislamisation, qui a coïncidé avec la révolution islamique en Iran et s'est accentuée dans les années quatre-vingt-dix avec la montée du Fïs en Algérie... Et que l'on ne me dise pas que cela n'a rien à voir." Dans les cours de soutien scolaire organisés par Africa, on fait aussi de l'éducation antisexiste : "Quand un objet tombe par terre, raconte Mimouna, tel garçon regarde sa sœur et attend qu'elle le ramasse ; alors j'interviens, je dis 'qu'est-ce qu'il se passe, tu te lèves et tu ramasses.'" Face à ce recul de la mixité constaté par l'ensemble de nos interlocuteurs, l'association essaie d'inventer : "On a créé un atelier de pâtisserie antisexiste pour les enfants de six à seize ans. La réaction de quelques garçons c'est 'je suis pas une meuf, je suis pas une tapette'. Comme il y avait des garçons avec nous, ça a marché avec les petits, avec les quatorze-seize ans c'est plus difficile. Nous avons

aussi décidé que les sorties pour lesquelles une moitié de l'effectif inscrit ne serait pas composé de filles n'auraient pas lieu... Nous avons réussi à faire progressivement changer les comportements entre des frères et des sœurs, mais il faut multiplier les espaces mixtes."

Revenant à l'objet direct de notre rencontre, Mimouna Hadjam explique pourquoi, après s'être rapprochée de la Fédération nationale des maisons des potes il y a quatre ans pour travailler sur les questions liées aux violences conjugales et au déplacement des enfants à l'étranger, après avoir organisé des journées de formation en direction des femmes, après s'être investie jusqu'à la tenue des Assises de la Sorbonne, elle s'est éloignée du mouvement Ni putes ni soumises, malgré l'apparente sympathie qu'elle porte aux animatrices, et notamment à sa présidente qui est venue animer un débat dans les locaux d'Africa. Mimouna n'a pas accepté que soient écartées les représentantes du féminisme "historique". Celles-ci l'auraient été au prétexte qu'elles auraient étouffé l'expression des femmes des quartiers moins habituées à prendre la parole, et qu'elles sont des "bourgeoises". Pour Mimouna, *"le féminisme, c'est important, car même s'il a été porté et théorisé par des femmes de certaines classes, c'est nous toutes qui en avons bénéficié, que ce soit pour le développement de la contraception, le droit à l'avortement ou la reconnaissance du viol comme un crime. Elles ne savent pas ce que ces bagarres ont représenté pour nous qui appartenions aux classes populaires. Quand j'avais treize ou quatorze ans, les paroles de Simone de Beauvoir ou de Gisèle Halimi nous sont parvenues, je n'ai pas supporté que cette parole-là ne soit pas entendue, que cette mise en perspective historique ne soit pas faite, alors j'ai pris mes distances."* Puis elle s'interroge : *"C'est quoi le contenu du message de Ni putes ni soumises ? La logique, c'est la lutte contre les ghettos, mais moi je dis que ces garçons qui se comportent ainsi n'ont fait que continuer un schéma préexistant, un schéma de domination des hommes sur les femmes, on doit se demander pourquoi cette aggravation s'est produite, là-dessus elles n'apportent pas d'explication."*

Respect pour tous

Pourtant, une évolution semble déjà avoir eu lieu dans le mouvement NPNS. Ainsi, toujours dans son livre, malgré quelques incohérences (d'un chapitre à l'autre, ce sont les filles puis les garçons qui ont été les premières victimes de la dégradation des quartiers), Fadela Amara constate : *"Parmi les marcheurs et les marcheuses, personne ne se réclamait des luttes d'émancipation menées par les féministes dans les années soixante-dix. Pas même moi."* Elle ajoute avec honnêteté : *"Ces femmes, de condition plus aisée, m'ont ouvert les yeux : la loi du silence sur les violences sexistes sévit dans tous les milieux sociaux. L'omerta n'est donc pas l'apanage des cités, même s'il faut bien y recon-*

15)- Sociologue auteur de *Des "beurettes" aux descendantes d'immigrants nord-africains*, Grasset-Le Monde, 2000. La citation est extraite d'un entretien publié par *Pote à Pote* et reprise sur le site *www.macite.net*.

naître l'existence d'un certain effet de loupe." Un aveu qui peut paraître étonnant, pour une personne qui s'est engagée dès l'âge de dix-sept ans et milite à SOS Racisme, où elle est membre du Conseil national depuis la fin des années quatre-vingt. Mais un aveu qui semble aller dans le même sens que l'analyse de Nacira Guénif Souilamas⁽¹⁵⁾ selon laquelle : *"Il y a une différence entre ces deux générations [celle des femmes d'âge mûr issues de l'immigration et celle des jeunes filles NDLR]. La première a totalement adhéré au discours émancipateur. La seconde n'en voit pas forcément la véracité et l'utilité. Elle commence à peine aujourd'hui, à travers des mouvements comme le manifeste Ni putes ni soumises, à se réapproprier le discours féministe."*

Les déclarations sont moins frontalement dirigées contre l'ensemble des garçons des cités. Fadela Amara évoque à de multiples reprises le désengagement de l'État, et établit un parallèle entre ce désengagement et *"la radicalisation du comportement des garçons, ces garçons qui 'tiennent les murs' comme on dit."* Au cours d'un point-pressé de l'université d'automne, Samira Bellil raconte une anecdote qui vaut son pesant de "réconciliation" avec la "racaille". Au lendemain d'une émission de télévision à laquelle elle a participé, elle est dans le métro et un "mec" semble sur le point de s'adresser à elle. Elle se dit intérieurement : *"Je vais me le manger"* ; le garçon s'approche et lui confie, tout en lui donnant un coup d'épaule qui se veut amical : *"Tu as été mortelle hier."* Cet encouragement, Samira l'interprète, les yeux mouillés, comme celui de la majorité des "mecs des cités"...

Au lendemain de cette université qui a connu une forte affluence, en la présence de Jean-Louis Borloo, ministre délégué à la Ville et à la Rénovation urbaine et de Nicole Ameline, ministre déléguée à la Parité et à l'Égalité professionnelle, l'association peut se prévaloir d'avoir libéré la parole des femmes, d'avoir suscité la création de structures locales, ou encore l'édition en cours d'un *Guide du respect*, qui devrait être distribué aux élèves. Fadela Amara a annoncé la mise à disposition par M. Borloo de cinquante logements pour l'hébergement d'urgence de femmes ou de familles, ainsi que la création dans certains commissariats de police de cellules spécialisées dotées d'un psychologue ou un agent formé à l'écoute des victimes. Fadela annonce enfin, pour 2004, la création d'un site pilote d'écoute, le lancement d'une campagne d'adhésion et un concert.

Un appel majeur pour l'égalité ?

Arrivé au terme de ce tour d'horizon, les témoignages et les textes recueillis permettent-ils de répondre à la question que chacun peut se poser : le mouvement Ni putes ni soumises a-t-il (va-t-il) contribué(er) à une plus grande stigmatisation des "jeunes des banlieues" et renforcer l'amalgame arabe = musulman = intégriste = violent ? Ou bien au

contraire, en mettant au jour des réalités méconnues dans leur complexité, va-t-il provoquer un sursaut parmi les acteurs concernés et les autorités de ce pays ? Difficile de répondre par oui ou par non : *“La banlieue n'est pas un reality show”*⁽¹⁶⁾, et le mouvement NPNS est peut-être trop jeune, trop contradictoire, oscillant entre un cri de désespoir juvénile et un appel majeur pour l'égalité, pour qu'on lui règle son compte d'un trait de plume ou qu'on l'encense comme le dernier magnifique avatar de notre belle République.

Suivons un instant Michel Kokoreff dans son analyse de la “cité” et de ce qu'elle regorge de potentialités. *“C'est la cité ou le quartier qui définit un ‘nous’ lorsque les autres supports de l'identité font défaut. Mais la force des quartiers, c'est ‘la force des faibles’, comme dirait Nietzsche : une capacité de résistance au stigmatisé et à la misère, une vitalité associative, un potentiel politique...”*⁽¹⁷⁾

À ce titre, il n'est peut-être pas naïf de voir dans le mouvement des femmes des quartiers l'expression offensive, médiatique et talentueuse d'un potentiel capable de lézarder quelques stéréotypes et de bâtir, osons le mot, un *lobby* citoyen apte à peser sur les politiques. Alors, le débat suscité par le mouvement, y compris parmi les détracteurs ou les critiques, les réalités qu'il dénonce, aussi improprement formulées fussent-elles et malgré le malaise qu'il peut susciter, ne peuvent avoir que des répercussions positives.

Touchant à la vie privée, à la sexualité (virginité, mariage forcé, viol, etc.), invitant les femmes et les filles à en parler, la démarche déroge à la traditionnelle séparation entre les deux sphères, privée et publique. Mettant en avant et sous les projecteurs des personnes originaires de l'immigration, souvent maghrébine, cette prise de parole soulève aussi des conflits de représentation liés à l'histoire collective. Il peut paraître étonnant et totalement extrapolé de lire cette phrase de Daniel Welzer-Lang : *“J'aimerais essayer de comprendre les rapports entre la virilité des hommes et ce que je nomme crispations virilistes que l'on peut observer sur les quartiers populaires en France. Savoir en quoi les*

16)- Titre de l'entretien avec Michel Kokoreff réalisé par Elisabeth Gilles, disponible sur Internet à l'adresse : www.construire.ch/sommaire/0312entre.htm.

17)- *Ibid.*

Lire aussi

- Dora Mabrouk et Linda Berkani, “Violences sexuelles dans les banlieues”, *Manière de voir*, avril-mai 2003.
- “Les violences exercées dans les familles d'origine étrangère et de culture musulmane. Le développement des capacités de négociation interculturelle (Allemagne, Belgique, France)”, rapport publié par l'Adri, 2002.
- *Afrika*, le bulletin édité par l'association Africa 93, place Georges-Braque, 93120 La Courneuve, Tél. : 01 48 36 95 74, Email : africa93@noos.fr.
- À signaler également les documents édités par la délégation régionale d'Île-de-France aux Droits des femmes et à l'Égalité :
 - “Prévention de la pratique des mariages forcés”, première initiative de formation des personnels du service social en faveur des élèves en Seine-Saint-Denis, délégation régionale aux Droits des femmes et à l'Égalité, octobre 2000.
 - “Actions de prévention dans les relations amoureuses des jeunes”, mise en œuvre de Viraj (prévention de la violence dans les relations amoureuses des jeunes) en Île-de-France, juin 2001.
 - “Prévention de la violence sexiste dans les relations filles-garçons”, adaptation du programme québécois Viraj, mai 1997, réactualisation juillet 2002.
 - “Mariages forcés”, aspects culturels et législatifs, délégation régionale aux Droits des femmes et à l'Égalité, septembre 2002.

jeunes mâles qui se donnent à voir au bas des tours ne sont pas un phénomène exceptionnel, mais au contraire une forme exacerbée de virilité, liée au destin postcolonial de ces jeunes."⁽¹⁸⁾ Pourtant, il y a peut-être là des repères pour une grille de lecture qui tienne compte des passés qui ont du mal à passer, non pour justifier mais pour ne pas se tromper d'enjeu.

Ou ce mouvement, disions-nous, va mûrir et apporter sa pierre aux combats pour l'égalité, ou alors il sera totalement manipulé, condamné à ne pas grandir. Ce que peuvent laisser craindre certaines incohérences dans le discours, une ignorance flagrante de l'histoire des luttes des femmes, des classes populaires, des décolonisations, une surmédiatisation parfois dangereuse (surtout lorsqu'elle focalise de façon injuste et irrespectueuse sur les familles les plus démunies), un consensus suspect... et alors il tombera dans les oubliettes après avoir causé quelques dégâts collatéraux. Pour l'heure, ces propos du secrétaire général de l'association, Mohamed Abdi, qui a décidé d'apporter son soutien à Ni putes ni soumises tout en "*restant en cuisine*", selon sa propre expression, fleurent le devoir de responsabilité clairement et courageusement assumé : "*Je ne me sens pas stigmatisé en tant qu'homme, mais je me sens responsable. J'ai laissé faire dans ma famille, je n'ai rien dit, j'ai accepté le confort matériel d'être servi par ma mère et mes sœurs... Si l'on accepte cela à la maison, comment ne pas se sentir responsable de ce qui se passe dans le métro ? Au-delà des grandes théories, il faut que 'ça' change.*" ◀



Hakima Mounir, "Quand les femmes maghrébines remettent en question la place des hommes"

► Débat, n° 1245, septembre-octobre 2003

Mogniss H. Abdallah, "La banlieue côté filles"

► Chronique Initiatives, n° 1243, mai-juin 2003

Nathalie Blanchard, "Femmes d'origine maghrébine : de la solidarité familiale à la mobilisation"

Sophie Body-Gendrot, "Dirigeantes du mouvement associatif : le trait d'union"

Halima Thiery-Boumediene, "Maghrébines de France en action"

► Dossier *Elles... Femmes en mouvement(s)*, n° 1141, mars 1991